

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 22 000 000 €
Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer 92400 Courbevoie
969 504 133 RCS Nanterre
<http://investisseurs.fiducial-office-solutions.fr>

Rapport Financier semestriel
Sur les comptes arrêtés au 31 mars 2020

Etat d'avancement des travaux d'audit : Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité

Sommaire :

- 1° Comptes consolidés simplifiés au 31 mars 2020
- 2° Rapport semestriel d'activité
- 3° Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel
- 4° Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités

1° Comptes consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020

I – Bilan

BILAN ACTIF (en K euros)	31/03/2020			31/03/2019	30/09/2019
	BRUT	AMORT. ET DEP.	NET	NET	NET
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles	66 361	4 061	62 300	62 561	62 450
Immobilisations corporelles	19 254	11 288	7 966	3 403	3 063
Actifs financiers	3 244	32	3 212	3 136	3 184
Actifs d'impôts différés			-	-	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	88 859	15 381	73 478	69 100	68 697
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours	15 276	1 303	13 973	12 552	12 535
Clients et autres débiteurs	48 637	903	47 734	50 703	46 435
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 855		1 855	2 896	1 062
TOTAL ACTIFS COURANTS	65 768	2 206	63 562	66 151	60 032
TOTAL ACTIF	154 627	17 587	137 040	135 251	128 729

BILAN PASSIF (en K euros)	AVANT REPARTITION		
	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital	22 000	22 000	22 000
Réserves consolidées	51 131	49 503	49 331
Résultat net - Part groupe	1 021	1 130	1 685
CAPITAUX PROPRES -PART DU GROUPE	74 152	72 633	73 016
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	74 152	72 633	73 016
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 894	3 387	2 972
PASSIFS NON COURANTS			
Passif d'Impôts différés	301	303	301
Passifs financiers long terme	3 787	1 582	1 375
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	4 088	1 885	1 676
PASSIFS COURANTS			
Passifs financiers court terme	3 069	1 162	1 576
Dettes fournisseurs et autres dettes	52 837	56 184	49 489
Dettes sur immobilisations			
TOTAL PASSIFS COURANTS	55 906	57 346	51 065
TOTAL PASSIF	137 040	135 251	128 729

II – Compte de résultat (en K euros)

	31/03/2020 (6 mois)	31/03/2019 (6 mois)	30/09/2019 (12 mois)
Chiffres d'affaires	97 412	100 856	193 228
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	61 363	64 254	122 680
Charges de personnel	16 294	17 327	32 417
Charges externes	15 713	17 100	34 766
Impôts et taxes	964	973	1 835
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 148	1 444	2 379
Variation des stocks de produits en cours, de produits			
Autres produits d'exploitation	1 701	1 882	2 920
Autres charges d'exploitation	- 353	- 162	- 386
Résultat opérationnel courant	1 278	1 478	1 685
Autres produits et charges opérationnels	- 141	- 311	58
Résultat opérationnel	1 137	1 167	1 743
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut	- 78	- 54	- 101
Coût de l'endettement financier net	- 78	- 54	- 101
Autres produits et charges financiers	- 28	- 6	16
Charge d'impôt	- 10	23	27
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente	-	-	-
Résultat net	1 021	1 130	1 685
dont part revenant au Groupe	1 021	1 130	1 685
dont part revenant aux participations ne donnant pas			
Nombre d'actions	2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)	0,47	0,52	0,78
Résultat dilué par action (€)	0,47	0,52	0,78
Résultat net	1 021	1 130	1 685
Ecart actuariel PIDR	115	- 78	- 250
Autres éléments du résultat global			
RESULTAT GLOBAL	1 136	1 052	1 435
dont part revenant au Groupe	1 136	1 052	1 435
dont part revenant aux participations ne donnant pas	-	-	

III – Tableau des flux de trésorerie (en K euros)

	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019
Résultat net consolidé	1 021	1 130	1 685
Amortissements et dépréciations	2 002	376	765
Plus ou moins values de cession	-	3	3
Impôts différés	1	34	36
Variation du besoin en fonds de roulement lié a l'activité	- 1 495	- 3 413	9 974
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	1 529	- 1 944	12 385
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 96	- 8	- 77
Cessions d'immobilisations incorporelles			
Acquisitions d'immobilisations corporelles		- 44	- 65
Cessions d'immobilisations corporelles		4	4
Acquisitions d'actifs financiers	- 116	- 122	- 196
Cessions d'actifs financiers	73	73	100
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions des filiales			
Variations dettes liées a l'acquisition des filiales			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D' INVESTISSEMENTS	- 139	- 97	- 234
Dividendes versés		- 3 254	- 3 254
Variation des comptes courants	1 621	7 319	8 914
Nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts	- 1 512	- 203	- 408
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	109	3 862	- 12 576
VARIATION DE TRESORERIE	1 499	1 821	- 425
TRESORERIE D'OUVERTURE	- 101	324	324
TRESORERIE A LA CLOTURE	1 398	2 145	- 101

IV – Tableau de variation des capitaux propres (en K euros)

	Capital	Réserves	Résultat	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
Au 30/09/2018	22 000	51 718	1 405	- 288	74 835	-	74 835
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		1 405	- 1 405		-		-
Opérations sur capital					-		-
Dividendes versés		- 3 254			- 3 254		- 3 254
Resultat de l'exercice			1 685		1 685		1 685
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					-		-
Juste valeur des instruments dérivés					-		-
Ecart actuariels PIDR				- 250	- 250		- 250
Variation de périmètre					-		-
Autres variations					-		-
30/09/2019	22 000	49 869	1 685	- 538	73 016	-	73 016
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		1 685	- 1 685		-		-
Opérations sur capital					-		-
Dividendes versés					-		-
Resultat de l'exercice			1 021		1 021		1 021
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					-		-
Juste valeur des instruments dérivés					-		-
Ecart actuariels PIDR				115	115		115
Variation de périmètre					-		-
Autres variations					-		-
31/03/2020	22 000	51 554	1 021	- 423	74 152	-	74 152

V - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 41, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.

Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, et sur la place de Luxembourg.

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

L'activité du Groupe consiste principalement dans la distribution de fournitures de bureau et de mobilier de bureau aux entreprises, avec en complément et en synergie un service d'impression en ligne.

2. BASE DE PREPARATION

Les comptes semestriels du 31 mars 2020 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

Fiducial Office Solutions a décidé de présenter son tableau d'activité et de résultats sous forme de comptes condensés conformément à l'article 222-4 de l'AMF (voir, aussi la recommandation n°1999-R.01 du CNC).

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2019, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants, adoptés dans l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour cet exercice :

- IFRS 16 – Contrat de location

Le Groupe Fiducial Office Solutions a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » au 1er octobre 2019 (date d'application obligatoire). Cette norme remplace la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. Pour les preneurs, la comptabilisation est désormais basée sur un modèle unique, résultant de la suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. IFRS 16 prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Pour les bailleurs, la distinction actuelle entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement subsiste, avec une comptabilisation substantiellement inchangée.

Les hypothèses retenues par le Groupe Fiducial Office Solutions parmi les options de transition et traitement permanent prévues par la norme IFRS 16 sont les suivantes :

Mesures de transition :

- Utilisation de la méthode rétrospective simplifiée. Pas de retraitement des périodes comparatives.

- Maintien du traitement des contrats de location-financement identifiés selon IAS 17 et classification des actifs et passifs correspondants dans les droits d'utilisation et passifs de location, comme autorisé par la norme ;
- Le passif au titre de la location est évalué à la valeur actuelle des paiements de location restant dus.
- Les durées retenues pour chaque contrat de location ont été déterminées par le groupe en fonction de plusieurs critères, tels que : la spécificité des activités, les enseignements du passé, l'intérêt stratégique de certains sites et les options de renouvellement ou de résiliation ;
- Le droit d'utilisation à la date de transition est égal au passif du contrat de location, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer. Les coûts directs initiaux sont intégrés à la valorisation du droit d'utilisation en date de transition ;
- Exemption des anciens contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois au 1er janvier 2019 et des contrats de faibles valeurs retenus par le Groupe.
- Le taux d'actualisation appliqué en date de transition correspond au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe.

Traitement permanent :

- Exemption des nouveaux contrats de location de courte durée (durée inférieure à 12 mois y compris périodes de renouvellement économiquement incitatives) et les contrats de faible valeur ;
- La durée de location retenue pour chaque contrat correspond à la durée raisonnablement certaine de location.
Celle-ci correspond à la durée non résiliable ajustée des éléments suivants :
 - ◆ Les options de résiliation anticipée que le Groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer ;
 - ◆ Les options de prolongation que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer.
- Le taux d'actualisation correspond au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe ; ce taux est défini en fonction de la durée du contrat afin de prendre en compte les profils de paiement. Le taux d'emprunt marginal est un taux par défaut, à utiliser uniquement si le taux d'intérêt implicite dans le contrat ne peut pas être facilement déterminé.

A leur date de prise d'effet, les contrats de location tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location » sont inscrits :

- En immobilisation à l'actif (droit d'usage) pour le montant de la dette de loyers (ci-dessus déterminée), augmentée des paiements d'avance faits au bailleur, des coûts directs initiaux encourus, moins les incitations reçues, ainsi que d'une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat, le cas échéant ;
- En dette financière pour le montant des loyers sur la durée de location telle que déterminée ci-dessus, actualisés au taux tel que déterminé ci-dessus.
- Ces immobilisations sont amorties linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain.

Impact de la première application de la norme IFRS 16 – impacts sur les états financiers consolidés semestriel au 31/03/2020

A. Compte de résultat consolidé

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur le compte de résultat consolidé 2020 concerne :

- Le résultat opérationnel courant avec un impact net positif de 82 K€, résultant de l'effet positif de la non reconnaissance des charges locatives pour 1 350 K€ combiné à l'impact négatif de 1 268 K€ au titre de la charge d'amortissement des droits d'utilisation
- Le résultat financier avec un effet négatif de 63 K€.

B. Situation financière consolidée

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur la situation financière consolidée au 1er octobre 2019 concerne :

· A l'actif :

- les droits d'utilisation comptabilisés en Immobilisations corporelles pour 6 579 K€,

· Au passif,

- les dettes sur obligations locatives comptabilisées en passifs financiers non courants pour 2 621 K€, passifs financiers courants pour 2 653 K€.

Date d'arrêté des comptes

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 Juin 2020.

3. METHODES COMPTABLES

A – CHOIX DES SOCIETES CONSOLIDEES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : imprimerie et arts graphiques, fourniture et équipements de bureau.

B – METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de test annuel de dépréciation selon la méthode des DCF (*discounted cash-flows*) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution et autres activités) selon la norme IAS 36.

D – GOODWILLS

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwills sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ».

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwills ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwills font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwills correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

Test de perte de valeur

La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux futurs, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 5 ans. Au-delà de cet horizon, les flux

extrapolés sont ceux de la 5ème année actualisée à l'infini, spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution issues des tendances dégagées sur les exercices passés, les exercices en cours et le budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management.

L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

E – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Construction 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

Contrat de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre. L'activation de contrats de location conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

F – ACTIFS FINANCIERS

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est alors constituée.

G – STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

La valorisation des stocks et en-cours au prix de revient ne concerne que les stocks de travaux en-cours et les stocks de produits finis de l'activité imprimerie. Ces stocks sont généralement d'un montant très faible.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et prend également en compte la totalité des conditions de remises obtenues à l'achat.

H – CREANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. A chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une dépréciation à hauteur du risque d'irrecouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J – REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Conformément à IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, le Groupe met en œuvre des tests de perte de valeur au titre de ses actifs incorporels

K – IMPOTS DIFFERES SUR FILIALES ETRANGERES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le Groupe.

L – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Dans le bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} octobre 2004, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé, en outre, d'opter pour l'exception facultative de la norme IFRS 1 permettant de remettre à zéro les écarts actuariels à la date de transition.

En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

4 – SOCIETES CONSOLIDEES

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT		% INTERET			METHODE DE CONSO	SECTEURS D'ACTIVITE		
NOMS	SIEGES	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019	31/03/2020	A	B	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIETE CONSOLIDANTE					HOLDING	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Luxemboug L 1952 Luxembourg	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FOS Espagne	Barcelone 08010 Espagne	100,00	100,00	100,00	IG	*		
VEOPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 430 050 641	100,00	100,00	100,00	IG		*	

A : Distribution - **B** : Autres activités - **IG** : Intégration Globale

Variations de périmètre

Aucune variation de périmètre sur la période.

5 – NOTES COMPLEMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

Note 1 – Tests de perte de valeur des Goodwill

En complément du test de dépréciation annuel pratiqué conformément à la norme IFRS 3 et dans le contexte de l'épidémie de covid-19, nous avons recherché s'il existait des indices de perte de valeur significatifs sur la valeur actuelle de nos goodwills, à la clôture de ce premier semestre.

L'analyse que nous avons faite à partir des informations dont nous disposons montre que :

- Le chiffre d'affaires du mois de juin 2020 de l'UGT distribution est pratiquement revenu à son niveau d'avant la date d'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire du 23/03/2020.
- L'amélioration de notre taux de marge brute s'est poursuivie pendant les mois de la crise sanitaire, grâce à la vente de nouveaux produits destinés à lutter contre la pandémie
- Nous avons très rapidement constitué une nouvelle gamme de produits d'hygiène et santé, en réponse aux attentes de nos clients. Ces nouveaux produits viennent compléter de façon pérenne notre offre produits et seront vecteurs de développement de chiffre d'affaires au cours des prochains mois
- En conséquence, notre volume de marge brute devrait être conforme à nos hypothèses dès l'exercice prochain
- Nous avons également actionné les aides mises en place par les pouvoirs publics pour faire face à cette crise sans précédent, notamment dans le cadre de l'indemnisation de l'activité partielle
- Par ailleurs, nous avons engagé des négociations en vue d'obtenir des réductions de loyers sur les sites où nous étions en capacité de le faire
- Enfin nos charges de fonctionnement (intérim, sous-traitance, déplacements, actions marketing, ...) ont été réduites au maximum pendant la période où notre activité a été le plus touchée, de mi-mars à mi-juin 2020.
- Notre appartenance à un groupe solide au plan financier, nous a permis de financer sans difficulté l'augmentation de notre besoin en fonds de roulement provoquée par l'allongement du délai de paiement de nos clients pendant quelques mois.

Pour l'ensemble de ces raisons nous avons considéré qu'il n'était pas utile, au 31/03/2020, de remettre en cause les tests de dépréciation des goodwills qui avaient été effectués au 30/09/2019. Ces tests seront à nouveau réalisés pour notre clôture au 30/09/2020 et nous aurons à cette date plus de recul pour mesurer les impacts de cette crise liée au covid-19 dans nos comptes de l'exercice en cours et pour nos résultats futurs.

Note 2 – Analyse du Chiffre d'Affaires

Par type de revenus, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

En milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019
Ventes nettes de produits	94 765	98 197	187 137
Ventes nettes de services	2 647	2 659	6 091
TOTAL	97 412	100 856	193 228

Note 3 - Données sectorielles par secteur d'activité

Conformément aux critères d'identification de la norme IFRS 8, Fiducial Office Solutions présente une information selon 2 secteurs d'activité.

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	31/03/2020 (6 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	93 944	3 468	97 412
Ventes intersectorielles	3 583	868	4 451
Résultat opérationnel courant	1 780	- 502	1 278
Coûts de l'endettement financier net	- 62	- 16	- 78
Autres charges et produits opérationnels	- 146	5	- 141
Total Actif	122 891	14 149	137 040
Total Passif (hors capitaux propres)	60 918	1 971	62 889
Charges d'amortissements	1 681	160	1 841
Autres charges calculées nettes (provisions)	- 54	22	- 32
Investissements de l'exercice	204	8	212

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	31/03/2019 (6 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	96 998	3 858	100 856
Ventes intersectorielles	3 658	887	4 545
Résultat opérationnel courant	2 383	- 905	1 478
Coûts de l'endettement financier net	- 24	- 30	- 54
Autres charges et produits opérationnels	- 310	- 1	- 311
Total Actif	125 217	10 034	135 251
Total Passif (hors capitaux propres)	49 023	13 595	62 618
Charges d'amortissements	342	123	465
Autres charges calculées nettes (provisions)	177	9	186
Investissements de l'exercice	143	31	174

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	30/09/2019 (12 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	185 963	7 265	193 228
Ventes intersectorielles	6 881	1 370	8 251
Résultat opérationnel courant	2 938	- 1 253	1 685
Coûts de l'endettement financier net	- 49	- 52	- 101
Autres charges et produits opérationnels	61	- 2	59
Total Actif	113 984	14 745	128 729
Total Passif (hors capitaux propres)	54 027	1 686	55 713
Charges d'amortissements	682	244	926
Autres charges calculées nettes (provisions)	- 218	- 27	- 245
Investissements de l'exercice	234	104	338

Note 4 - annexe sur les effets du covid-19 dans les comptes semestriels

La pandémie ayant été reconnue par l'OMS en date du 11 mars 2020, nos comptes semestriels arrêtés au 31 mars 2020 ont été impactés sur une quinzaine de jours.

Face à cette situation inédite et à cause de l'inquiétude qu'elle a suscitée, les premières semaines ont été particulièrement dommageables à l'activité économique en France et en Europe.

Les principaux effets sur notre compte de résultat sont les suivants :

- Par comparaison avec le premier semestre de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires a baissé de 3,5 M€
- Le volume de marge a baissé dans une moindre proportion grâce à l'amélioration du taux de marge brute sur ce premier semestre.
- Par ailleurs le groupe a bénéficié d'indemnités au titre de l'activité partielle et un certain nombre de dépenses de fonctionnement ont été réduites, mais dont le gain est difficilement chiffrable avec précision sur ce premier semestre.

Note 5 - Facteurs de risque financier :

Risque de taux :

Le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

Les actifs financiers sont composés de comptes courants bancaires.

Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur du groupe ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque qui affecte principalement la catégorie des prêts et créances est suivi au niveau de chaque entité. Son évaluation s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues et peut être complétée par une étude plus approfondie de la solvabilité de certains débiteurs.

Les créances clients ont un délai moyen de paiement qui se situe entre 52 et 61 jours selon les mois, situation stable par rapport à l'exercice précédent.

Le client le plus important représente 3 % du chiffre d'affaires.

Du fait de l'atomisation de ses clients, le groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'a pas de risques majeurs sur ses créances et n'a donc pas souscrit d'assurance crédit.

La provision sur créance clients et comptes rattachés a évolué de la façon suivante sur l'exercice.

En milliers d'euros	30/09/2019	Dotations	Reprises	31/03/2020
Provisions sur clients et comptes rattachés	611	44	27	628
Provisions sur clients douteux	281	42	48	275
Total	892	86	75	903

Par ailleurs, les encours échus à plus de 1 mois représentent 4,4 % de l'encours clients brut au 31 mars 2020.

Risque de liquidité et endettement :

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le groupe estime ne pas être exposé à ce risque compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant et de son endettement, et de sa capacité à mobiliser, le cas échéant, de nouveaux financements.

Les dettes fournisseurs et autres dettes courantes sont à moins d'un an.

Risque de change :

Compte-tenu de son implantation géographique actuelle, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est très limitée et concerne essentiellement l'importation. Le risque sur les opérations d'importation payées en devises est faible compte tenu de notre exposition actuelle (de l'ordre de 0,25 M€ d'achats par mois). Néanmoins nos achats en provenance d'Asie, payés en dollars, sont couverts par des achats à terme de dollars contre euros (de octobre 2019 à septembre 2020).

Risque sur actions :

Au 31/03/2020, le groupe n'est pas exposé au risque actions.

2° Rapport semestriel d'activité

- **Les faits marquants du 1^{er} semestre 2019-2020**

Le marché des fournitures et équipements de bureaux a poursuivi sa tendance baissière en France sur les familles de produits les plus exposées à la dématérialisation des documents (classement, papier façonné, consommables informatiques, écriture, machines de bureau, ...). Les segments de diversification (produits pour les services généraux, le mobilier de bureau, ...) permettent de limiter partiellement ce mouvement baissier.

Au 31/03/2020 et en moyenne mobile sur les 12 derniers mois, le marché adressé par les fournisseuristes et la VAD est en baisse de 4 % (source GFK / UFIPA – Le baromètre papeterie office, données à fin mars 2020).

A fin février 2020, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS avait réalisé une performance satisfaisante avec une activité en volume comparable à la même période de l'exercice précédent. Cette situation avait été rendue possible grâce à la progression de nos ventes sur le Middle Market et sur nos comptes stratégiques.

A compter du 17 mars 2020, nos sociétés, sous diverses formes et avec plus ou moins d'ampleur, ont été impactées par les effets de la crise sanitaire liés au covid-19 et par les mesures de confinement mises en place pour en limiter la diffusion.

La baisse de nos ventes a été très importante sur les 15 derniers jours du mois de mars suite à l'arrêt de l'activité économique. Nous nous sommes très rapidement adaptés à cette situation en adaptant nos méthodes de travail, notamment en favorisant le télétravail et en adaptant nos charges variables au niveau d'activité. Dans le même temps nous avons pris des mesures d'activité partielle pour les collaborateurs les plus impactés par cette situation exceptionnelle.

Par ailleurs, nous avons décidé, en garantissant le maximum de sécurité à nos collaborateurs, d'assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de nos activités et services pour nos clients.

Dans cet environnement économique de récession hors du commun, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est parvenu à réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 97,4 M€ sur l'ensemble de ses marchés, en dégradation limitée par rapport au même semestre de l'exercice précédent (100,8 M€).

Notre taux de marge s'est amélioré (+0,7 point) sur ce premier semestre grâce à un meilleur partenariat avec nos fournisseurs et à une meilleure défense de nos prix de vente. L'élargissement de notre offre de produits hors catalogue a également contribué à cette amélioration.

Il en ressort que notre volume de marge a presque atteint le niveau que nous avions envisagé pour ce premier semestre. Il est d'ailleurs sensiblement équivalent à son niveau N-1.

Les autres faits significatifs de ce premier semestre sont les suivants :

- Elargissement de l'offre produits de fournitures de bureau en partenariat avec nos fournisseurs. Nous avons poursuivi les partenariats démarrés l'an dernier et nous avons sélectionné de nouveaux fournisseurs avec lesquels nous sommes en train de travailler sur une offre complémentaire qui sera proposée à nos clients sur le second semestre.

- Poursuite du déploiement de notre offre de factures dématérialisées auprès des clients du secteur privé. Sur la base de notre facturation de fin mars 2020 :
 - o 52 % de nos clients ont adopté la facture électronique
 - o plus de 56 % de nos factures clients ont été envoyées de manière numérique
- Le démarrage de notre nouvelle plateforme e-commerce, prévu initialement en mars 2020, a été différé en raison de la crise sanitaire. Nous en avons profité pour poursuivre les développements qui nous permettront de basculer un nombre plus important de clients à partir de la mi-juin.
- La gestion rigoureuse de nos frais de fonctionnement, en adéquation avec les contraintes économiques actuelles, est toujours d'actualité.

En conséquence de quoi, le résultat opérationnel du premier semestre s'établit à 1 M€.

De manière synthétique les résultats et les principaux agrégats du bilan sont les suivants :

Eléments du compte de résultat en M€	31/03/2020 (6 mois)	31/03/2019 (6 mois)	30/09/2019 (12 mois)
Chiffre d'affaires H.T.	97,4	100,9	193,2
Résultat opérationnel courant	1,3	1,5	1,7
<i>Soit en % du CA</i>	<i>1,31%</i>	<i>1,40%</i>	<i>0,87%</i>
Résultat opérationnel	1,1	1,2	1,7
Coût de l'endettement financier net	-0,1	-0,1	-0,1
Autres produits et charges financiers	0,0	0,0	0,0
Charge d'impôt	0,0	0,0	0,0
Bénéfice consolidé part du groupe	1,0	1,1	1,7

Eléments du bilan en M€	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019
Actifs non courants	73,5	69,1	68,7
Actifs courants	63,6	66,2	60,0
Capitaux propres part du groupe	74,2	72,6	73,0
Provisions pour risques et charges	2,9	3,4	3,0
Passifs non courants	4,1	1,9	1,7
Passifs courants	55,9	57,3	51,1
Total du bilan	137,0	135,3	128,7

Principaux éléments du tableau des flux de trésorerie, en M€	31/03/2020	31/03/2019	30/09/2019
Capacité d'autofinancement (CAF)	3,0	1,5	2,4
Variation du BFR	-1,5	-3,4	10,0
Cash-flow opérationnel	1,5	-1,9	12,4
Investissements	-0,1	-0,1	-0,2
Opérations de financement	0,1	3,9	-12,6
Variation de trésorerie	1,5	1,8	-0,4

La structure financière de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS reste solide au 31/03/2020, avec des capitaux propres de 74,2 M€ et des passifs financiers à long terme de 4,1 M€

- **Evènements exceptionnels du semestre et évènements postérieurs**

L'arrêt brutal de l'activité économique lié à la crise sanitaire est extrêmement préoccupant pour notre secteur d'activité qui est très dépendant de l'environnement économique. Les circonstances actuelles font que nous avons été durement touchés en France au niveau de nos ventes de mars et d'avril. En Belgique et au Luxembourg l'impact a été moindre car ces deux sociétés se sont rapidement positionnées sur la vente de masques et de produits d'hygiène et par ailleurs leurs clients appartiennent à des secteurs moins exposés à la crise économique. Par contre Fiducial Office Stores a dû fermer ses magasins suite aux mesures administratives et VEOPRINT n'a pratiquement enregistré aucune vente pendant plusieurs semaines en raison de l'arrêt du secteur de l'évènementiel et de la communication. Heureusement les ventes de mai ont été moins impactées et nous avons bénéficié du redémarrage de l'économie post confinement.

Face à cette situation notre société a rapidement réagi :

- Nous avons mis en place un plan de continuité d'activité pour garantir les livraisons auprès des clients qui sont restés en activité et notamment ceux qui étaient en première ligne face au covid-19 : hôpitaux, cliniques, banques, structures d'aide aux personnes, Pour soutenir l'action du personnel de santé et leur témoigner notre reconnaissance nous leur avons fait don de produits utiles en matière de protection ou de produits alimentaires réconfortants (café, biscuits, boissons, ...). Par ailleurs nous nous sommes organisés pour livrer, à leur domicile, les collaborateurs de nos clients en télétravail.
- Une nouvelle gamme de produits autour de l'hygiène et de la sécurité au travail a été constituée pour répondre à la demande de nos clients. Dans un contexte de forte tension sur ces produits et dès que nous y avons été autorisés par les pouvoirs publics nous avons proposé les produits permettant de se protéger contre le coronavirus : masques, gel hydroalcoolique et tenues de protection (charlottes, blouses, gants, visières, masques, ...). Cette gamme de produits devrait devenir une nouvelle famille à part entière de notre offre commerciale.
- Une partie significative de nos collaborateurs a été placée en activité partielle dès le mois de mars et nous avons favorisé le télétravail des personnes pouvant assumer leur travail à distance.
- Très rapidement nous avons élaboré notre plan de retour au travail, pour être en capacité de répondre à la demande de nos clients dès le début du déconfinement fixé au 11/05. Toutes les mesures de sécurité ont été prises pour permettre à nos collaborateurs de reprendre progressivement leur travail.

Notre trésorerie a été perturbée par des retards de règlements clients au début de la pandémie, dans une proportion supportable compte tenu de notre surface financière et du soutien financier de notre actionnaire de référence. Notre trésorerie est redevenue normale dès le mois de juin. Nous avons mis en œuvre toutes les mesures d'accompagnement et d'aides proposées par les pouvoirs publics.

La continuité d'exploitation a été assurée grâce :

- à un niveau d'activité qui s'est rapidement redressé
- à notre capacité à nous adapter au nouveau contexte de relation commerciale avec nos clients
- au soutien de notre actionnaire

- **Perspectives pour les 6 derniers mois de l'exercice**

Il est encore difficile de prévoir avec précision quel sera le rebond de l'activité économique sur les derniers mois de notre exercice. Le redémarrage sera certainement lent et progressif.

Nous envisageons un redressement régulier de nos ventes sur le second semestre, avec un retour à la situation avant la crise sanitaire pour octobre 2020.

Nous accompagnons nos clients pour faciliter le retour au travail de leurs salariés en proposant tous les produits permettant de respecter les gestes barrière et d'assurer la sécurité sur les lieux de travail. L'approvisionnement de cette nouvelle gamme de produits sera rationalisé auprès de fournisseurs français ou étrangers sélectionnés en fonction de leur capacité de production et de la qualité de leurs produits.

Ces événements exceptionnels nous ont amenés à repenser notre approche de la relation client. Le digital va prendre une place de plus en plus importante dans notre démarche commerciale et ce sera pour nous l'opportunité de proposer de nouveaux services à nos clients et de nous faire connaître auprès des entreprises privilégiant ce mode de relation commerciale avec leurs fournisseurs. Le lancement de notre nouveau site internet, conçu sur la base des dernières technologies digitales (ergonomie, moteur de recherche, parcours client simplifié, tchat en ligne, ...) va pleinement y contribuer.

Pour l'exercice 2019/2020, nous prévoyons un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 175 M€ et un résultat opérationnel consolidé en baisse modérée par rapport à N-1.

3° Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

A ma connaissance j'atteste que les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Fiducial Office Solutions et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que les informations comprises dans le rapport semestriel d'activité présentent un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels et qu'il en est de même pour les informations de caractère prévisionnel pour les six mois restant de l'exercice.

Jean-Claude CARQUILLAT
Président et Directeur général

4° Rapport des contrôleurs légaux

Cabinet ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

Cabinet BOREL et ASSOCIES
17 rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de LYON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2020

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS**, relatifs à la période du 1^{er} Octobre 2019 au 31 Mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 29 Juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

▪ **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la « **Note 4 - Annexe sur les effets du covid-19 dans les comptes semestriels** » de l'annexe concernant l'impact Covid-19 sur les comptes semestriels, ainsi que sur les paragraphes A et B de la note « **IFRS 16 – Contrat de location** ».

II- VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés des informations données dans le rapport semestriel d'activité arrêté le 29 Juin 2020 adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes semestriels relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, une information a été donnée par le Conseil d'Administration appelé à statuer sur les comptes.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 30 Juin 2020

Les Commissaires aux Comptes Inscrits

Cabinet ESCOFFIER

Cabinet BOREL et ASSOCIES

Serge BOTTOLI

Olivier DURAND